

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale
et accords nationaux**

BÂTIMENT
IDCC : 2609. – **ETAM**

ACCORD DU 28 JANVIER 2008
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX INDEMNITÉS
(LANGUEDOC-ROUSSILLON)

NOR : *ASET0850456M*
IDCC : 2609

Entre :

La CAPEB Languedoc-Roussillon ;
La fédération du bâtiment Languedoc-Roussillon,

D'une part, et

Le syndicat régional des cadres, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment et des travaux publics CFE-CGC ;

La fédération régionale du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par l'arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minima des ETAM du bâtiment de la région de Languedoc-Roussillon.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minima des ETAM du bâtiment de la région Languedoc-Roussillon est fixé comme suit :

(En euros.)

| NIVEAU | SALAIRE MINIMUM |
|--------|-----------------|
| A | 1 310 |
| B | 1 400 |
| C | 1 540 |
| D | 1 660 |
| E | 1 850 |
| F | 2 065 |
| G | 2 320 |
| H | 2 510 |

Article 2

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} février 2008. Le barème des salaires minima des ETAM du bâtiment de la région Languedoc-Roussillon s'appliquera au sein des entreprises au fur et à mesure que ces dernières procéderont au reclassement de leurs salariés ETAM et au plus tard le 1^{er} juillet 2008.

Article 3

Aucun salaire ne doit être inférieur au SMIC tel que défini à l'article 24 de l'ordonnance n° 82-41 du 16 janvier 1982.

Article 4

A compter du 1^{er} mars 2008, le montant des indemnités définies par l'accord régional du 14 février 1978 est fixé comme suit :

- indemnité de repas (art. 2 de l'accord du 14 février 1978) : son montant est porté à 8 € ;
- indemnité kilométrique (art. 4 de l'accord du 14 février 1978) : son montant est porté à 0,23 €.

Article 5

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Montpellier.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Montpellier, le 28 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)